

Marché public de conception-réalisation pour la construction d'un pôle consultations en solution modulaire clinique animaux de compagnie

Règlement de la consultation (RC)

Consultation

MAR-2025-000003

Date limite de remise
des candidatures

Vendredi 14 mars 2025 à 12 h 00

1. OBJET DU MARCHÉ

■ Description de l'acheteur :

Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT)
23 chemin des Capelles
31 300 Toulouse

■ Description de l'opération

L'objectif de l'opération consiste en la construction et l'installation modulaire « clé en mains », implantée dans le quartier Centre Hospitalo Universitaire Vétérinaire Animaux de Compagnie (CHUVAC). Ce modulaire devra permettre d'accueillir les activités de consultations vétérinaires et sera connecté au bâtiment existant (17).

Il sera réalisé sur la base d'une technologie préfabriquée de manière à limiter les impacts sur le site et rendre cet investissement démontable à l'issue des différentes phases de modernisation du CHUVAC (fin des phases de modernisation estimée à 15 ans).

■ Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est le site de l'ENVT, 23 chemin des Capelles à Toulouse.

■ Calendrier prévisionnel de la consultation

Phases	Étapes	Dates prévisionnelles
Phase de sélection des candidatures	Remise des candidatures	14 mars 2025
Phase d'offres initiales	Invitation à remettre les offres initiales	Début avril 2025
	Visites	10 avril 2025
	Remise des offres initiales	Fin avril 2025
Phase de négociation	Réunions de négociation	Mi-Mai 2025
Phase de sélection des offres finales	Invitation à remettre les offres finales	Fin Mai 2025
	Remise des offres finales	Juin 2025
	Notification du Marché	Juin 2025

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

La présente consultation vise la passation d'un marché public de conception- réalisation selon l'article L2171-2 du Code de la commande publique. Le marché sera conclu au terme d'une procédure adaptée restreinte avec possibilité de négociation en application des articles R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique.

Le recours au marché de conception-réalisation est justifié par le motif technique lié à la nature de la construction envisagée et aux caractéristiques du terrain accueillant la construction (nature du sol, dimensions et configurations).

L'acheteur a entendu limiter le nombre de candidats admis à déposer une offre à trois (3) candidats maximums, conformément aux dispositions des articles R2124- 3 et R2124-4 du Code de la commande publique.

■ Déroulement de la procédure :

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- ✓ Une phase candidature au terme de laquelle le pouvoir adjudicateur désigne les candidats

admis à présenter une offre. Conformément aux dispositions des articles R2142-15 et suivants du Code de la commande publique, le nombre maximum de candidats admis à soumissionner est fixé à trois (3), sous réserve d'un nombre suffisant de candidats,

- ✓ Une phase offre au cours de laquelle le pouvoir adjudicateur pourra éventuellement **négoier les conditions d'exécution du marché** avec les candidats admis à présenter une offre recevable. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire application de l'alinéa 2 de l'article R.2161-17 du Code de la Commande Publique afin d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Précision :

En cas de mise en œuvre de la négociation :

Le Pouvoir Adjudicateur invite simultanément et par écrit les candidats admis à négocier.

Chaque participant admis à négocier est entendu dans des conditions d'égalité.

Aucune information susceptible d'avantager un participant au détriment d'un autre n'est communiquée par le Pouvoir Adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur fait bénéficier tous les participants du même niveau d'information.

Le degré de détail des documents à présenter, les délais de convocation aux auditions et la durée des auditions seront les mêmes pour tous les participants.

Le Pouvoir Adjudicateur respecte le secret des affaires. Le Pouvoir Adjudicateur ne peut révéler aux autres participants des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un participant sans l'accord de ce dernier.

Il est prévu que la phase de négociation se déroule en un seul tour avant remise de l'offre finale.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la faculté d'organiser, s'il le lui apparaît nécessaire, une ou plusieurs tours de négociations complémentaires.

Pour chaque tour de négociation, les participants devront remettre une proposition qui constituera la base des discussions engagées dans le cadre des réunions de négociation.

A l'issue de chaque tour de négociation, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'éliminer un ou plusieurs participants dont les offres sont économiquement les moins avantageuses, en application des critères d'attribution définis au présent Règlement de Consultation.

Pour chaque tour de négociation, le Pouvoir Adjudicateur peut organiser une ou plusieurs réunions.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra discuter avec les participants de tous les aspects du projet, c'est-à-dire de toute question d'ordre organisationnel, technique, architectural, fonctionnel, financier, juridique, et/ou administratif.

A l'issue de la phase de négociation, le Pouvoir Adjudicateur invite les participants à remettre leur offre finale. Des précisions, clarifications, perfectionnements ou compléments peuvent être demandés aux participants sur leur offre finale. Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects techniques essentiels de l'offre finale, notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation.

Le délai de validité des offres finales est fixé à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres finales. Si la date limite de réception des offres est reportée, le délai de validité des offres sera reporté d'autant.

■ **Commission technique :**

Une commission technique pourra être mise en place par l'acheteur. Elle a pour objectif d'éclairer l'acheteur. Elle est chargée d'étudier de manière matérielle et objective les éléments transmis par les soumissionnaires.

■ **Jury :**

La désignation d'un jury n'est pas prévue dans le cadre de la présente procédure conformément aux articles R.2171-15 et R.2171-16 du Code de la commande publique.

■ **Mode de dévolution :**

Le mode de dévolution retenu est le marché unique.

■ **Forme juridique de l'attributaire :**

Le titulaire du marché devra être un groupement d'opérateurs économiques conjoints, dont le mandataire sera solidaire, composé comme suit :

- ✚ Mandataire du groupement : Entreprise de construction de modulaire.
- ✚ Une équipe constituée de :
 - Un Architecte DE-HMONP, inscrit à l'ordre,
 - Un ou des BET TCE (gros-œuvre, VRD, fluides, CVC),
- ✚ Pour les travaux associés soit une entreprise unique agissant en qualité d'entreprise générale, soit plusieurs entreprises.

La composition des équipes ne pourra être modifiée entre la remise des candidatures et la remise des offres, sauf au titre des exceptions prévues à l'article R 2142-26 du Code de la commande publique.

Étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

Chaque membre désigné ci-dessus ne pourra être cotraitant que dans un seul groupement.

La présente consultation donnera lieu à un marché de travaux.

Le marché comportera un lot unique et sera traité à prix global et forfaitaire, conformément aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (C.C.A.G.-Travaux), et du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) propre à l'opération.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Prime pour les candidats non retenus :**

En application des dispositions des articles R 2171-19 à R 2171-22 du Code de la commande publique, les candidats qui auront remis une prestation conforme au règlement de consultation recevront une prime d'un montant maximum de **3 000 € HT**, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur (non actualisable et non révisable).

La prime sera attribuée à chaque candidat admis à soumissionner qui aura remis l'intégralité des prestations demandées, en conformité avec le règlement de consultation (phase offre) et sous réserve que l'acheteur ait jugé la prestation complète suffisamment sérieuse pour être prise en compte.

Cette prime pourra être diminuée en partie ou en totalité dans le cas où les prestations seraient jugées insuffisantes ou non conformes aux prescriptions demandées.

Il est précisé que la prime versée à l'attributaire du marché est comprise dans la rémunération versée au titre du marché.

■ **Réunion de présentation et visite obligatoire sur site en phase offre :**

Les candidats admis à remettre une offre devront effectuer une visite du site. Pour cela une réunion de présentation du programme prévue le 10 avril 2025 (la date de cette visite est prévisionnelle, elle est susceptible d'être modifiée pendant la procédure).

Pour le bon déroulement pratique de cette réunion de présentation, le nombre de personne par groupement est limité à 3 personnes maximum.

Les candidats admis à remettre une offre auront la faculté de demander au Pouvoir Adjudicateur d'organiser une ou plusieurs visites supplémentaires, au plus tard sept (7) jours avant la date limite de remise des propositions initiales, intermédiaires et des offres finales, ce que le Pouvoir Adjudicateur demeure libre de refuser.

Dans ce cas, les candidats intéressés devront adresser à l'agent référent mentionné ci-après une demande de visite complémentaire mentionnant les locaux dont il demande la visite, la date et le nombre de personnes souhaitées pour cette visite.

- Noms de l'agent : Quentin BENARD
- Numéro de téléphone : +33 (0)6 13 18 37 76
- Adresse électronique : quentin.benard@envt.fr

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

A cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel à l'acte d'engagement.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Prestations supplémentaire éventuelles :**

Sans objet

■ **Présentation du dossier de candidature (en première phase) :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint)	<i>Déclaration attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles du Code de la Commande Publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La déclaration sur l'honneur doit être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant au moment du dépôt de la candidature.</i>
Capacité technique et professionnelle	
Une présentation de l'équipe (selon fichier cadre de candidature en pièces jointes)	
<i>Répondre dans le cadre de candidature de l'AMO relatif à la composition de l'équipe (TAB1_Composition_equipe).</i>	
<i>Le tableau de présentation de 5 références par membre du groupement, en indiquant notamment pour chacune le type de mission, l'année de réalisation, le rôle effectué, les surfaces, le montant des travaux et la caractérisation du projet selon la trame proposée (TAB2_Références_membres). Les références présentées devront être des projets réalisés, en cours de travaux ou des projets retenus en cours d'étude.</i> Les références doivent être datées de moins de 8 ans. S'il est fait état de références acquises au sein d'une précédente société, le candidat devra démontrer avoir été responsable de l'opération.	

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf).

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

■ **Présentation du dossier des offres (en seconde phase)**

Le dossier offre à produire par chacun des 3 candidats retenus en seconde phase de consultation correspond à un rendu de niveau APS, répondant en tous points aux exigences des programmes fonctionnels et techniques et de leurs annexes, et comportant les pièces suivantes :

- Un plan projet au 50ème ;
- Un plan de masse avec réseaux et équipements extérieurs ;
- Un plan des façades ;
- Des plans et coupes de détail, jugés nécessaires à la bonne compréhension du projet ;
- Une notice technique (description des ouvrages et installations techniques) ;
- Une notice architecturale et urbaine ;
- Une notice méthodologique (planning prévisionnel détaillé, organisation de l'équipe et du chantier, moyens et compétences alloués) ;

Le candidat devra fournir une offre financière comportant les pièces relatives au prix du marché.

Le candidat devra remettre un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- En cas de demandes de sous-traitance, et pour chaque sous-traitant présenté, une annexe à l'acte d'engagement portant acte spécial de sous-traitance (AS) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) portant répartition détaillée des tâches et des paiements entre les membres du groupement.

■ **Modalités de remise des candidatures et des offres :**

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Cas général : Seule la forme dématérialisée est admise

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf

- Rich Text Format.rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : [08 20 20 77 43](#)

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

4. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

■ Critères de jugement des candidatures :

L'analyse des candidatures sera faite selon les dispositions de l'article R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique au regard des seuls éléments fournis par les candidats.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'acheteur dispose de la possibilité :

- ✚ De ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celle-ci en l'état ; le complément des candidatures ne sera donc pas systématique.
- ✚ De ne pas demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

L'acheteur pourra vérifier la qualité des références présentées.

Le jugement des candidatures donnera lieu à un classement sur la base de la capacité technique, professionnelle et financière des candidats. Ce classement permettra au pouvoir adjudicateur de sélectionner les candidats admis à remettre une offre, étant précisé que le nombre de candidats sera limité à 3.

Critères	Pondération
Adéquation des références et qualité architecturale	50
Motivation et pertinence de l'équipe	25
Adéquation des moyens financiers au regard de l'opération	25

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération
1. Prix (35%)
2. Valeur technique (notamment qualité ergonomique et fonctionnelle) (45 %)
3. Délai d'exécution (20%)

Le critère prix est défini à partir d'une note calculée selon la formule suivante :
(Prix le plus bas / prix du candidat) X 35

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande **au plus tard 12 jours** avant la date limite de remise des candidatures leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur. La réponse est adressée **au plus tard 6 jours** avant la date limite de remise des candidatures à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 15 jours** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6. MISE AU POINT

L'ENVT se réserve le droit de procéder à une mise au point conformément à l'article R2152-13 du code de la commande publique pour porter des précisions écrites à l'accord-cadre et/ou à l'offre du titulaire permettant de préciser les modalités d'exécution ou d'en lever les ambiguïtés ou menues contradictions. Elle est effectuée avant la signature du marché par le pouvoir adjudicateur entre l'attribution et la conclusion du marché. Les modifications apportées par la mise au point ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue ni le classement des offres : elle n'est en aucun cas une négociation de l'offre.

7. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature de l'accord-cadre (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature de l'accord-cadre, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché public, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Soit d'un recours en contestation de la validité du marché public, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du marché public.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV,
31000 Toulouse

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[CCAG travaux du 30 mars 2021](#)